

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

**Préparation, animation et capitalisation de la Fabrique Prospective « Comment concilier réindustrialisation des territoires et préservation de l'ensemble des cycles de l'eau ? »**

*Marché de services passé selon la procédure adaptée conformément aux articles conformément aux articles R2124-2, R2161-2 à 5 du code de la commande publique.*

**ANCT**

Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)  
20 avenue de Ségur  
75007 PARIS

<https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/>

*Conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994, tous les documents liés à ce marché utiliseront la langue Française. Tous documents rédigés en langue autre doivent faire l'objet d'une traduction fidèle en langue Française.*

## Table des matières

<b>PREAMBULE.....</b>	<b>3</b>
<b>CONTEXTE .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 – PROCEDURE, FORME DU MARCHE ET FORME DES NOTIFICATIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE ET DELAI D’EXECUTION .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 – PRESTATIONS DEMANDEES ET PERIMETRE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 7 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 8 – PILOTAGE DU MARCHE /REUNIONS EN COURS D’EXECUTION ET EVALUATION DU PRESTATAIRE.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 9 –LIVRABLES.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 10 – CONSTATATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 11 – PENALITES .....</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 11 – FORME ET CONTENU DES PRIX.....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 12 – MODALITES FINANCIERES GENERALES DU MARCHE .....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 13 – CESSION DES DROITS SUR LES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE .....</b>	<b>27</b>
<b>ARTICLE 14 – ASSURANCE.....</b>	<b>28</b>
<b>ARTICLE 15– CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE.....</b>	<b>28</b>
<b>ARTICLE 16 – RESILIATION.....</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 17 – DIFFERENDS .....</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 18 - LITIGES ET CONTENTIEUX .....</b>	<b>30</b>
<b>ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG DE REFERENCE .....</b>	<b>30</b>

## PREAMBULE

L'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) est un Etablissement public d'Etat placé sous l'autorité du ministre de la Cohésion des territoires. Il appuie le Gouvernement dans la lutte contre les inégalités territoriales et le soutien aux dynamiques territoriales, en concevant et animant les politiques de la ville et d'aménagement du territoire avec les acteurs locaux et les citoyens. L'ANCT a pour mission de conseiller et de soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans la conception, la définition et la mise en œuvre de leurs projets en termes d'accès à l'emploi, aux soins et aux services au public, cohésion sociale, inclusion numérique, aide aux mobilités, attractivité économique, transitions écologique et numérique, redynamisation des territoires fragiles et des centres-villes en déprise.

L'ANCT est née de la fusion du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), de l'Epareca et de l'Agence du numérique. L'ANCT est un nouveau partenaire pour les collectivités locales. Elle marque une transformation profonde de l'action de l'État : une action désormais plus en lien avec les collectivités territoriales pour faire réussir leurs projets de territoire.

## CONTEXTE

En France, l'industrie représente environ 8 % du total des prélèvements en eau douce, derrière les centrales électriques (51%), la production d'eau potable (16%) ou l'agriculture (9%), (moyenne 2010-2019, CGDD, 2023). Il faut cependant distinguer les prélèvements de la consommation finale, les industries pouvant réinjecter une partie de l'eau prélevée dans les cours d'eau et les réseaux. L'industrie représente ainsi 4 % de la consommation nationale d'eau douce, là encore derrière l'agriculture (58%) et la production d'eau potable (26%). Parmi les activités industrielles fortement consommatrices, la chimie arrive en première position, représentant 50 % du total des prélèvements industriels (Cour des comptes, 2023). D'autres secteurs sont particulièrement dépendants de l'eau : le numérique, la transformation, le papier, l'automobile, la filière textile, notamment.

L'industrie utilise l'eau comme matière première dans certains processus de production, comme solvant ou encore pour le nettoyage et le refroidissement. Ces usages impliquent à leur tour une diversité d'impacts sur la disponibilité et la qualité de la ressource : réchauffement des eaux de surface, pollutions, baisse du niveau des cours d'eau, des plans d'eau et des nappes souterraines...Ainsi même le prélèvement temporaire pour les circuits de refroidissement des usines, générant une hausse de la température des cours d'eau, a un impact certain sur les écosystèmes, déjà fragilisés par le dérèglement climatique.

D'après les prévisions de l'OCDE, la demande en eau dans le monde devrait augmenter de 55 % entre 2010 et 2050. La France fait partie des pays concernés par l'aggravation des situations de stress hydrique. Selon France Stratégie, le volume annuel d'eau renouvelable en France a diminué de 14 % entre la période 1990-2001 et la période 2002-2018. Le dérèglement climatique et l'augmentation des aléas (périodes de sécheresse, inondations) accentuent les conflits d'usages autour de l'eau en France. L'extension des zones de crises est aussi manifeste : dans le bassin Rhône-Méditerranée, 40 % des bassins versants sont déjà en déficit, ne pouvant satisfaire l'ensemble des usages de l'eau tout en préservant le bon fonctionnement des systèmes aquatiques (Conseil Économique Social et Environnemental, 2023).

Une des solutions pour le secteur industriel consiste donc à innover, à moderniser les processus pour réduire les besoins en eau et les prélèvements. Plusieurs programmes et dispositifs portent sur ce nouvel enjeu stratégique, tel que le Plan eau, qui prévoit un objectif de réduction des prélèvements de 10 % d'ici 2030, pour les ménages et le secteur industriel. 51 sites industriels (représentants 25% de la consommation d'eau de l'industrie française) sont accompagnés dans ce cadre pour réduire leurs prélèvements. Des filières du Conseil national de l'industrie ont présenté des feuilles de route et les agences de l'eau ont soutenues financièrement les actions mises en œuvre.

De fait, la part des prélèvements en eau du secteur industriel baisse. Le Fédération nationale des associations de riverains et utilisateurs industriels de l'eau (Fénarive) relève que les prélèvements en eau du secteur ont diminué de 15% entre 2004 et 2015. Cette évolution s'explique donc par la modernisation des processus industriels mais aussi par la désindustrialisation de certaines régions, bien que la France reste globalement peu performante en matière de recyclage des eaux usées comparativement à d'autres pays (l'Espagne notamment).

Malgré les efforts décrits, les territoires sont donc de plus en plus concernés par les conflits d'usage autour de l'eau qui se multiplient et s'aggraveront certainement dans les années à venir. Alors que la France s'engage en parallèle dans une trajectoire de réindustrialisation, la question de la préservation de la ressource en eau est d'autant plus prégnante pour le secteur. La création en 2018 du programme national Territoires d'industrie a pour objectif d'accompagner les initiatives locales sur les territoires dynamiques, mais aussi de faire renaître des zones qui bénéficiaient d'une forte activité industrielle. Pour la deuxième phase du programme entre 2023-2027, 183 territoires sont accompagnés et s'engagent en faveur de la réindustrialisation du pays, à travers la mise en œuvre de stratégies co-portées par les élus et les industriels, accompagnés par l'Etat, les Régions, et ses partenaires.

Ainsi l'eau représente un défi pour la réindustrialisation des territoires, ressource désormais stratégique au même titre que l'énergie. La disponibilité de l'eau pour le fonctionnement d'installations industrielles devient une condition *sine qua non* du développement économique, que les régions doivent anticiper dans leurs schémas d'aménagement. Les entreprises vont elles devoir intégrer des critères environnementaux et sociétaux de plus en plus exigeants pour maintenir leur ancrage local et pour déployer de nouvelles installations. La gestion des conflits d'usage autour de l'eau entre l'industrie et d'autres secteurs (agriculture, eau potable, préservation de l'environnement, énergie, tourisme) doit être anticipée.

Compte tenu de ce contexte et afin de trouver des éléments de réponse à ces enjeux, l'ANCT lance une Fabrique Prospective sur le thème « Comment concilier réindustrialisation des territoires et préservation de l'ensemble des cycles de l'eau ? »

Cette FP est pilotée par le pôle Prospective Veille Innovation de l'ANCT et articulée au programme Territoires d'industrie de l'ANCT.

L'objectif est d'accompagner 6 Territoires d'industrie dans la recherche de solutions pour concilier réindustrialisation des territoires et préservation de l'ensemble des cycles de l'eau, en adressant tout particulièrement l'enjeu des conflits d'usages.



## ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la préparation, l'animation et la capitalisation de la Fabrique Prospective « Comment concilier réindustrialisation des territoires et préservation de l'ensemble des cycles de l'eau ? »

## ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché est constitué des documents contractuels suivants, classés par ordre décroissant de priorité :

- L'Acte d'engagement
- Le présent Cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :
  - *Annexe 1 : Annexe de formulaire RGPD*
  - *Annexe 2 : Annexe de déclaration de conflit d'intérêt potentiel*
  - *Annexe 3 : Fiche d'évaluation du prestataire*
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre du titulaire
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs postérieurs à la notification du marché

Toute clause figurant dans les catalogues, documents commerciaux ou conditions générales ou particulières de vente du titulaire sont réputées non écrites pour l'exécution du présent marché et ne lui sont pas opposables.

Les exemplaires originaux des pièces susvisées, conservés par l'ANCT, font foi en cas de litige.

## ARTICLE 3 – PROCEDURE, FORME DU MARCHE ET FORME DES NOTIFICATIONS

### 3.1 Procédure et forme du marché

Le présent marché de services est *passé selon la procédure adaptée conformément aux articles conformément aux articles R2124-2, R2161-2 à 5 du code de la commande publique.*

Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire.

### 3.2 Allotissement

Conformément à l'article L.2113-10 du code de la commande publique, l'objet de ce marché ne se prête pas à l'allotissement car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes

### 3.3 Forme des notifications

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est opérée selon les cas :

- directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié contre récépissé (remise en main propre) ;
- par courrier (lettre recommandée avec accusé de réception) ;

- par échanges dématérialisés, transmission électronique (notamment mail, télécopie, moyen électronique) ou sur supports électroniques. Les modes de transmission utilisés doivent permettre de donner une date certaine de réception ;
- par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

## **ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXECUTION**

La durée du marché est de 12 mois à compter de sa date de notification au titulaire.

Le délai d'exécution est de 9 mois à compter de sa date de notification au titulaire.

L'ANCT peut accorder une prolongation du délai d'exécution. Le titulaire doit pour cela solliciter l'ANCT par écrit motivé, en indiquant le délai demandé, qui doit s'inscrire dans le cadre de la durée maximale du marché. L'acceptation éventuelle de la prolongation lui sera alors notifiée par lettre ou courriel.

## **ARTICLE 5 – PRESTATIONS DEMANDEES ET PERIMETRE**

### **5.1 Périmètre**

Le dispositif « Fabrique Prospective » a été conçu par le pôle Prospective Veille Innovation de l'ANCT. Il le déploie pour accompagner les territoires dans l'anticipation des transitions écologique, économique, démographique et de l'action publique (cf. annexe 1).

Les Territoires d'industrie accompagnés dans le cadre de cette Fabrique Prospective sont identifiés par le comité technique (cf. article 8.2), en lien avec les délégués territoriaux de l'ANCT.

La Fabrique Prospective accompagnera 6 Territoires d'industrie (TI).

Chacun des 6 Territoires d'industrie engagés dans la Fabrique Prospective est représenté, au minimum, par un élu et un agent référent lors des séminaires intersites. Pour les séminaires locaux, les élus et agents référents de chacun des 6 Territoires d'industrie définissent et mobilisent un groupe de travail local qui associe entre vingt et trente acteurs locaux de son choix.

Une « charte d'engagement » formalise les engagements pris par les Territoires d'industrie accompagnés auprès de l'ANCT et ceux pris par l'ANCT envers ces TI.

Le titulaire devra accompagner les membres du comité technique (cf. article 8.2) dans :

- L'identification de priorités à horizon 2030 et la coconstruction d'actions à mener à court terme pour les 6 TI accompagnés
- la formulation d'enseignements à destination de l'ensemble des TI qui souhaitent concilier réindustrialisation de leur territoire et préservation de l'ensemble des cycles de l'eau, en adressant notamment l'enjeu des conflits d'usages

### **5.2 Description des prestations demandées**

Le titulaire prépare, anime et capitalise la Fabrique Prospective « Comment concilier réindustrialisation des territoires et préservation de l'ensemble des cycles de l'eau ? ».

### 5.2.1. Etape 1 : Préparation de la Fabrique Prospective

L'étape de préparation comprend la réunion de prise de contact entre l'ANCT et le titulaire, et la réunion de lancement.

Lors de la **réunion de prise de contact (1 h environ en visio)**, l'ANCT présente au titulaire ses observations sur l'offre qu'il a proposée. Ces observations peuvent porter sur :

- la compréhension par le titulaire des enjeux et objectifs fixés dans le cahier des charges;
- l'adéquation entre les méthodes d'animation proposées par le titulaire et les spécificités de chaque territoire ;
- la bonne articulation et la progression entre les séminaires locaux, entre les séminaires intersites, et entre les séminaires locaux et intersites ;
- l'atteinte de l'objectif de co-construction entre les membres des groupes de travail locaux d'une part et les membres du comité technique d'autre part dans la perspective de la production des livrables décrits à l'article 9.

Lors de cette réunion, l'ANCT indique au titulaire quels sont les 6 TI à accompagner et lui transmet les documents cadres relatifs à ces territoires.

L'objectif de la réunion de prise de contact est d'ajuster l'offre proposée par le titulaire et de préparer les prochaines étapes de la Fabrique Prospective. Les échanges et l'offre ajustée figurent dans le compte-rendu de la réunion transmis par le titulaire à l'ANCT dans un délai maximum de 5 jours ouvrés.

**La réunion de lancement** (3 h environ en visio) est organisée dans un délai maximum de 10 jours ouvrés après la réunion de prise de contact entre l'ANCT et le titulaire. Après la présentation par l'ANCT du cahier des charges de la Fabrique Prospective, le titulaire animera la réunion autour des séquences suivantes :

- présentation détaillée par les élus et agents référents de chacun des 6 TI des caractéristiques de leur territoire et de leurs motivations ;
- présentation détaillée par les partenaires nationaux de leurs missions et de leurs contributions dans le cadre de la Fabrique Prospective ;
- présentation par le titulaire de l'offre ajustée ;
- propositions par le titulaire aux élus et agents référents des 6 TI sur la composition et la mobilisation de leurs groupes de travail locaux ;
- proposition par le titulaire aux élus et agents référents des 6 TI de périodes de tenue des premiers séminaires locaux.

Le titulaire veille à ce que l'ensemble des membres de son équipe qui seront en contact avec les 6 TI soient présents lors de la visioconférence.

Le titulaire établit un compte-rendu de la réunion et le transmet à l'ANCT pour validation dans un délai maximum de 5 jours ouvrés.

Une fois validés, l'ANCT transmet le compte-rendu de la réunion de lancement au comité technique.

### 5.2.2. Etape 2 : Animation de la Fabrique Prospective

Le titulaire prépare et anime dans chaque territoire une série de trois **séminaires locaux** d'une durée de 4 heures de travail effectif minimum chacun (séminaires locaux 1, 2, 3). Ces séminaires réunissent les membres du groupe de travail local (cf. 5.1).

**Le séminaire local 1** vise à aider les membres de chaque groupe de travail local à se projeter à horizon 2030 et à s'accorder sur des priorités partagées. Pour ce faire, le titulaire assure les prestations ci-dessous en respectant le calendrier indiqué :

- 25 jours ouvrés avant la tenue des séminaires locaux 1, le titulaire vérifie que les élus et agents référents de chaque TI ont formé leur groupe de travail de local, fixe avec eux la date de tenue du séminaire, prépare un mail d'invitation dont les élus et agents référents assurent l'envoi à leur groupe de travail local et vérifie que les élus et agents référents assurent l'organisation logistique du séminaire (salle, déjeuner...).
- 15 jours ouvrés avant la tenue du séminaire local 1, le titulaire transmet pour validation à l'ANCT une proposition de déroulé (objectifs et durées des séquences, méthodes d'animation, résultats) et un état des lieux prospectif à horizon 2030 pour chaque TI (10 pages maximum) qui porte sur les sujets suivants :
  - Evolution de l'état de la ressource en eau du territoire (quantité, qualité, tensions, risques liés aux aléas climatiques)
  - Evolution de la consommation d'eau actuelle et à venir des industries existantes, à mettre en lien avec les solutions de gestion et de sobriété déjà mises en œuvre
  - Solutions de gestion et de sobriété déjà mises en œuvre et projetées par les industries du territoire et leur niveau d'ambition
  - Evolution de l'activité industrielle sur le territoire et son impact sur l'eau (consommation et pollutions).
  - Etat et évolutions potentielles des conflits d'usage autour de l'eau

Le prestataire devra préciser dans son offre les ressources qu'il mobilise pour produire cet état des lieux (réalisation de 1-2 entretiens maximum ; bases de données ; documents cadres...).

- Une fois que la proposition de déroulé et d'état des lieux sont validés par l'ANCT, le titulaire prend contact avec les élus et agents référents de chaque TI pour leur présenter et s'assurer de la bonne organisation du séminaire par les élus et agents référents (salle, inscriptions, déjeuner...).
- 10 jours ouvrés avant la tenue des séminaires locaux 1, le titulaire transmet à l'ANCT pour validation une proposition de support d'animation correspondant au déroulé et à l'état des lieux prospectif validés, ainsi que la liste des participants confirmés par les élus et agents référents du TI.

**Le séminaire local 2** vise à aider les membres de chaque groupe de travail local à identifier les types d'action, leviers d'action et conditions de réussite à court terme permettant d'opérationnaliser les priorités retenues en séminaire local 1. Pour ce faire, le titulaire assure les prestations ci-dessous en respectant le calendrier indiqué :

- 20 jours ouvrés avant la tenue des séminaires locaux 2, le titulaire fixe la date de tenue du séminaire avec les élus et agents référents de chaque TI, prépare un mail d'invitation dont les élus et agents référents du TI assurent l'envoi à leur groupe de travail local et vérifie que les élus et agents référents assurent l'organisation logistique du séminaire (salle, déjeuner...).
- 15 jours ouvrés avant la tenue du séminaire local 2, le titulaire transmet pour validation à l'ANCT une proposition de déroulé (objectifs et durées des séquences, méthodes d'animation, résultats) et des recommandations spécifiques à chaque TI qu'il mettra en débat lors du séminaire. Ces recommandations concernent en particulier les sujets suivants :
  - Usage de l'eau par l'industrie :
    - les pratiques de sobriété, réutilisation, lutte contre les pollutions, restauration du grand cycle de l'eau et préservation des milieux que peuvent mettre en place des industriels, pertinentes au regard de l'existant et du contexte local
    - les aides à l'ingénierie mobilisables pour soutenir les actions du secteur industriel en faveur de la préservation de la ressource en eau
  - Protection des cycles de l'eau au regard du développement industriel :
    - les solutions pour améliorer l'anticipation des risques liés à l'eau (pénuries, accidents industriels...)
    - les solutions de gestion des crises de l'eau en lien avec le secteur industriel
    - les étapes et freins à lever par les intercommunalités du TI pour planifier le développement industriel du territoire en lien avec la préservation de la ressource en eau
    - les moyens à mobiliser ou à faire évoluer par les intercommunalités du TI pour préserver les cycles de l'eau au regard du développement industriel du territoire (compétences, moyens humains, moyens financiers...)

Ces recommandations traiteront de façon transversale les sujets liés à l'articulation entre élus et industriels (partenariat intercommunalités-industries pour une meilleure transparence des données concernant les prélèvements et la qualité des rejets en eau du secteur industriel ; outils de connaissance partagés ; méthodes d'analyses communes...).

De plus, ces recommandations seront illustrées par des retours d'expérience.

Une fois que la proposition de déroulé et les recommandations sont validés par l'ANCT, le titulaire prend contact avec les élus et agents référents de chaque TI pour leur présenter et s'assurer avec eux de l'organisation du séminaire (salle, inscriptions, déjeuner...).

- 10 jours ouvrés avant la tenue des séminaires locaux 2, le titulaire transmet à l'ANCT pour validation une proposition de support d'animation correspondant au déroulé et aux recommandations validés, ainsi que la liste des participants confirmés par les élus et agents référents.

**Le séminaire local 3** vise à aider les membres de chaque groupe de travail local à coproduire 5 fiches actions permettant d'opérationnaliser les priorités retenues en séminaire local 1 et tenant compte des recommandations débattues en séminaire local 2. Pour ce faire, le titulaire assure les prestations ci-dessous en respectant le calendrier indiqué :

- 20 jours ouvrés avant la tenue la série de séminaires locaux 3, le titulaire fixe les dates de tenue du séminaire avec les élus et agents référents de chaque TI, prépare un mail d'invitation

dont les élus et agents référents assurent l'envoi à son groupe de travail local et vérifie qu'ils assurent l'organisation logistique du séminaire (salle, déjeuner...).

- 15 jours ouvrés avant la tenue du séminaire local 3, le titulaire transmet pour validation à l'ANCT une proposition de déroulé (objectifs et durées des séquences, méthodes d'animation, résultats) et de 10 fiches actions spécifiques à chaque territoire (porteur, budget, aides financières et techniques mobilisables, indicateurs de suivi...). Ces 10 fiches actions seront présentées par le titulaire lors du séminaire et serviront de base de travail aux participants qui devront coconstruire 5 fiches actions. Les 10 fiches actions proposées par le titulaire seront illustrées par des retours d'expérience. Une fois que la proposition de déroulé et de 10 fiches actions sont validés par l'ANCT, le titulaire prend contact avec chaque TI pour lui présenter et s'assurer de l'organisation par le TI du séminaire (salle, inscriptions, déjeuner...).
- 10 jours ouvrés avant la tenue des séminaires locaux 3, le titulaire transmet à l'ANCT pour validation une proposition de support d'animation correspondant au déroulé et aux fiches action validés, ainsi que la liste des participants confirmés par les élus et agents référents des TI.

A noter pour l'ensemble des séminaires locaux :

- Sauf exception, le déroulé d'une série de séminaires est valable pour les 6 TI.
- L'ANCT se réserve la possibilité de reporter la tenue d'un séminaire local si moins de 10 membres de chaque groupe de travail local ont confirmé leur inscription aux élus et agents référents de leur TI 10 jours ouvrés avant la date retenue pour la tenue du séminaire.

Le titulaire prépare et anime trois **séminaires intersites** d'une durée de 4 heures chacun réunissant les membres du comité technique (séminaires intersites 1, 2, 3).

Le séminaire intersites 1 vise à partager les résultats des séminaires locaux 1 et à aider les partenaires nationaux à les consolider en mobilisant leurs expertises.

Le séminaire intersites 2 vise à partager les résultats des séminaires locaux 2 et à aider les partenaires nationaux à les consolider en mobilisant leurs expertises.

Le séminaire intersites 3 vise à partager les résultats des séminaires locaux 3 et à aider les partenaires nationaux à les consolider en mobilisant leurs expertises.

20 jours ouvrés minimum avant la tenue de chaque séminaire intersites, le titulaire transmet à l'ANCT pour validation une proposition de déroulé (objectifs et durées des séquences, méthodes d'animation, résultats).

10 jours ouvrés minimums avant la tenue des séminaires intersites, le titulaire transmet à l'ANCT pour validation une proposition de support d'animation correspondant au déroulé validé.

Les séminaires intersites ont lieu à Paris ou dans un des 6 TI engagés dans la Fabrique Prospective. Quand le séminaire a lieu à Paris, l'ANCT assure la réservation de la ou des salles nécessaires. Quand le séminaire a lieu dans un des territoires engagés dans la Fabrique Prospective, c'est le TI hôte qui prend en charge l'organisation logistique.

Le titulaire transmet pour validation à l'ANCT les comptes rendus des séminaires locaux et des séminaires intersites dans un délai maximum de 10 jours ouvrés après leur tenue.

**Le titulaire veille à ce que les séminaires locaux et intersites se succèdent comme suit :** séminaires locaux 1 > séminaires locaux 2 > séminaire intersites 1 (après-midi) et 2 (lendemain matin) > séminaires locaux 3 > séminaire intersites 3.

### **5.2.3. Etape 3 : Capitalisation de la Fabrique Prospective**

Le titulaire capitalise l'ensemble de la démarche en produisant les livrables décrits à l'article 9.

## **ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **6.1 Représentation des parties**

#### *6.1.1 Représentation de l'ANCT*

Dès la notification du marché, l'ANCT désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à la représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'ANCT en cours d'exécution du marché

L'ANCT notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

#### *6.1.2 Représentation du titulaire*

Le titulaire désigne un interlocuteur en charge de la coordination des prestations, habilité à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, ainsi qu'un remplaçant en cas d'absence. Ce binôme d'interlocuteurs est mentionné dans l'offre du titulaire. Ces interlocuteurs sont désignés par dérogation au CCAG de référence. Le titulaire désigne :

- Un correspondant permanent identique à celui présenté dans son offre. Ce correspondant a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations effectuées dans le cadre du présent marché.
- Un correspondant chargé du suivi administratif du marché, notamment pour la gestion des facturations.

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. En tout état de cause, il appartient au titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de la qualité des prestations, conformément aux niveaux prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché, notamment son offre.

Si l'interlocuteur référent est indisponible, le titulaire s'engage à mettre à disposition un autre interlocuteur conformément à l'article 6.2.2 pour suivre les projets en cours et assurer les nouvelles demandes de l'ANCT.

### **6.2 Conditions d'exécution**

Le calendrier d'exécution et les livrables attendus sont précisés à l'article 9 du présent CCP.

#### *6.2.1 Mise en place de l'équipe dédiée à l'exécution de la prestation*

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée à la prestation (représentants du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son offre technique conformément aux compétences attendues dans le RC.

#### *6.2.2 Identification du titulaire*

Les membres de l'équipe mobilisés sont tenus d'indiquer leur identité ainsi que le nom de l'entreprise qui les emploie dans leurs contacts avec l'ANCT et les tiers avec qui ils échangent pour les besoins de leurs prestations (signature de mèl, présentation en réunion, etc.).

#### *6.2.3 Remplacement des intervenants*

Pendant toute la durée du marché, le titulaire maintient l'équipe dédiée proposée dans son offre.

Au cours d'une prestation, en cas de départ ou d'indisponibilité d'un ou de plusieurs de ses intervenants, le titulaire doit en proposer le remplacement. Pour tout remplacement dans son équipe, il doit présenter immédiatement à l'ANCT un collaborateur avec un profil équivalent à celui indiqué dans son offre. Il communique à l'ANCT les profils et compétences de la nouvelle équipe et/ou de la nouvelle organisation et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Le titulaire s'engage à assurer la formation de tout remplaçant.

À tout moment, l'ANCT a la possibilité de demander le changement d'un membre de l'équipe du titulaire. Elle informe le titulaire par écrit des motifs de cette demande.

Dans l'ensemble de ces cas, le titulaire propose à l'ANCT, dans les 10 jours calendaires avant la prise d'effet de la modification, d'intégration ou de départ d'un intervenant, ou 10 jours calendaires suivants la demande de remplacement, un profil équivalent qui est soumis à son approbation. En cas de retard, le titulaire encourt des pénalités conformément à celles indiquées dans le présent document. En cas de non proposition de remplaçant successive et répétée par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'ANCT, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

En aucun cas le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

#### *6.2.4 Exigences relatives aux prestations*

L'ANCT s'engage à mettre à disposition du titulaire les informations en sa possession nécessaires pour mener à bien les prestations décrites dans le présent CCP conformément aux décisions prises lors des réunions de lancement.

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché. Il est notamment responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet, données numériques ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet, données numériques ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent marché.

Le titulaire applique et fait appliquer à ses sous-traitants éventuels les clauses de sécurité du présent marché.

### **6.3 Obligations du titulaire**

#### *6.2.5 Obligation de conseil et d'information*



Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies. Le titulaire a une obligation de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements ou de dysfonctionnements potentiels dans le cadre de la prestation. Cette obligation de conseil incombant au titulaire est spontanée. Ce dernier doit de sa propre initiative communiquer à l'ANCT toute information permettant de prévenir une entrave quelconque à la bonne exécution du présent marché.

Cette obligation de conseil peut donner lieu à la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

#### *6.2.6 Obligation de confidentialité et secret des affaires*

Pour l'exécution du présent marché, le titulaire est soumis, au-delà du respect de l'article 5.1 du CCAG-PI, au secret professionnel ainsi qu'à une obligation de discrétion, y compris après l'expiration du contrat. Il s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, associés, collaborateurs, et éventuels sous-traitants, la confidentialité sur les faits, informations, renseignements, études et autres documents qu'il serait amené à détenir ou à connaître dans le cadre de l'exécution des missions qui lui sont confiées sur le fondement du présent contrat.

Pendant toute l'exécution et y compris après l'expiration du contrat, les renseignements, documents ou objets remis au titulaire dans l'exercice de sa prestation ainsi que les supports établis à l'occasion de l'exécution de l'accord cadre, ne peuvent, en aucun cas, être communiqués à des tiers, ni à des membres de son entreprise ne participant pas à l'équipe dédiée, sauf accord express de l'ANCT. Dans les mêmes conditions, le titulaire ne peut divulguer aucune information, par écrit ou oral, sur les dossiers et affaires qu'il traite. Le titulaire ne peut se livrer à aucun commentaire public, par oral ou par écrit, des dossiers et affaires qui lui sont confiés, sans autorisation expresse de l'ANCT.

Les données que le prestataire et les consultants collectent auprès de l'ANCT ou des tiers avec qui ils échangent pour les besoins de leur prestation sont utilisées dans le seul objectif d'exécuter cette même prestation. Toute utilisation pour une autre finalité est interdite.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans des conditions de confidentialité particulières, le titulaire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par l'ANCT. Il ne peut prétendre, de ce chef, à indemnité, à moins qu'il n'apporte la preuve que les conditions qui lui ont été imposées lui ont rendu l'exécution plus difficile ou plus onéreuse.

Le titulaire doit prendre toute disposition pour assurer la conservation et la protection des éléments qui lui sont remis et qui revêtent un caractère secret. En cas de remise papier de documents, les locaux doivent faire l'objet de mesures de protection contre les intrusions, les sinistres et autres incidents. En cas de détention de documents électroniques, le titulaire doit veiller à prendre toute mesure contre les intrusions et les applications hostiles. Il doit aviser sans délai l'ANCT de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant entraîner une violation du secret.

A l'issue de la prestation ou en cas de cessation anticipée du contrat pour quelque cause que ce soit, les informations et l'ensemble des documents reçus par le titulaire devront être retournés à l'ANCT. Le titulaire s'engage à ne conserver aucune copie des documents restitués sur quelque support que ce soit, à l'exception de celles qui seraient strictement nécessaires pour satisfaire aux dispositions légales, réglementaires et déontologiques auxquelles il est soumis.

En cas de non-respect des obligations ci-dessus mentionnées et indépendamment des sanctions disciplinaires et pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

L'ANCT peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'ANCT à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une prestation de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution. L'ANCT s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires. L'ANCT informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Le titulaire ne peut pas se prévaloir des prestations menées dans le cadre du présent marché à des fins de mise en valeur de son activité ou de prospection commerciale autre que dans une mention du type « référence client » et dans les conditions suivantes :

- Absence d'usage de la référence en tant que marque pour identifier un service ;
- Absence d'utilisation de la référence pour donner une qualité plus importante à une prestation ;
- L'indication comme référence ne peut être effectuée que pendant la durée de vie du marché
- Utilisation d'un logo type conforme à la charte graphique de l'ANCT ;
- Utilisation de la référence uniquement pour un usage de type plaquettes commerciales, sans mise en avant particulière de la référence (ex. logo plus grand que les autres) ;
- Absence de texte d'accompagnement ou autre mention sur la référence.

Si l'une de ces conditions n'est pas respectée, le titulaire peut être sanctionné sur le fondement du non-respect de la clause de confidentialité, du droit des marques, du droit de la responsabilité civile (concurrence déloyale/parasitaire) ou encore du droit de la consommation (pratique commerciale trompeuse).

#### *6.2.7 Mesures de sécurité, dont sécurité informatique et gestion des données*

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logistiques à des informations.

Le titulaire doit faire connaître à l'ANCT, sur la demande de ce dernier, le lieu d'exécution des prestations.

Afin de se prémunir contre toute insuffisance de protection du lieu d'exécution, l'ANCT peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès d'un ou plusieurs titulaires (ou de ses/leurs sous-traitants) afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par lui/eux. Le titulaire/Les titulaires doit/doivent être informé(s) quinze jours à l'avance de cet audit (date, modalités de mise en œuvre). Ce contrôle peut durer pendant une période de six mois au-delà de la résiliation ou de la fin de marché, afin de vérifier que l'ancien titulaire a pris que les dispositions en matière de destruction des données.

##### *6.2.7.1 Obligation de protection de l'information, de maintien en condition de sécurité et de gestion des données*

Le titulaire applique et fait appliquer à ses sous-traitants les clauses de sécurité du présent marché. Il définit et applique une organisation de la sécurité afin de respecter l'ensemble des contraintes émises par l'ANCT :

- Mise à disposition des politiques et procédures de sécurité du titulaire : Le titulaire met à disposition de l'ANCT l'ensemble des documents relatifs aux politiques et procédures de sécurité à la demande de l'ANCT.
- Mise en œuvre d'une gestion de risques et son suivi : Le titulaire met en place une gestion des risques et assure un suivi permanent de son niveau de maîtrise de risques ainsi que du respect des politiques et règles de sécurité applicables sur le périmètre des prestations, y compris auprès de ses propres sous-traitants. Il assure la sécurité des réseaux et de l'exploitation ainsi que le traitement des incidents. Il avertit l'ANCT de toute difficulté potentielle ou avérée.
- Incident de sécurité : Le titulaire informe sans délai l'ANCT de tout incident de sécurité affectant les données ou les outils.
- Séparation des données de l'ANCT et des données d'autres clients : Le titulaire conserve et traite les données de l'ANCT de manière séparée de ses propres données ou de données d'autres clients du titulaire. Le titulaire doit restreindre l'accès aux données de l'ANCT suivant le principe de restriction au besoin d'en connaître.
- Modalités d'échanges d'informations : Le titulaire garantit que les modalités de stockage et d'échanges d'informations par mail permettent d'en assurer la confidentialité et l'intégrité. Le titulaire garantit que les supports échangés ou à connecter sur un SI de l'ANCT n'intègrent aucun code malveillant et ont fait l'objet d'un test d'innocuité positif.
- Détection des cyberattaques : le titulaire s'assure de la bonne installation et mise à jour d'outils de détection des cyberattaques sur tous les postes de travail et serveurs dont il est responsable dans le cadre de la prestation. La désactivation, même temporaire, des outils de détection des cyberattaques sur un serveur utilisé dans le cadre d'une prestation devra avoir été préalablement notifiée à l'ANCT.
- Obligations pour les titulaires manipulant des informations de l'ANCT sur un SI externe à l'ANCT
- Lorsque le titulaire est amené à manipuler des informations de l'ANCT sur un système d'information externe, l'ANCT peut imposer des mesures complémentaires et requérir, par exemple, l'usage de solutions détenant un visa de sécurité de l'ANSSI ou ayant été audité par un prestataire qualifié par l'ANSSI.
- Systèmes d'information hébergeant des données de l'ANCT : Les données numériques que l'ANCT considérerait comme particulièrement sensibles, et qui lui seraient confiées, doivent faire l'objet d'un hébergement non exposé au droit extra-communautaire, et respectant – dans le cadre d'hébergement de type « informatique en nuage » - les exigences du référentiel SecNumCloud. A défaut de disposer une qualification SecNumCloud du système d'information en nuage, une analyse de risque détaillée de l'écart à ce référentiel sera produite. Une attention toute particulière sera portée sur la protection face aux réglementations extra-communautaires susceptibles de porter atteinte à la confidentialité des données de l'ANCT.
- Le titulaire garantit l'hébergement des données de l'ANCT sur le territoire national, sauf accord et dérogation dûment motivée et précisée.

- A la première demande de l'ANCT, le titulaire identifie tous les titulaires techniques hébergeant ou stockant les données et leurs copies, utilisées ou échangées en cours de marché ainsi que leur localisation.
- En cas de changement de localisation des données ou services, le titulaire en informe préalablement l'ANCT.
- Destruction et restitution des informations collectées par le titulaire : Le titulaire garantit la destruction des données utilisées dans le cadre de la réalisation des prestations après restitution de ces dernières à l'ANCT. Au terme de l'exécution marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'ANCT une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai d'un mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.
- Etat de l'art et suivi des alertes : Le titulaire garantit à l'ANCT qu'il est conforme à l'état de l'art pour les services et objets numériques fournis dans le cadre des prestations. A la première demande, le titulaire fournit la preuve de cette conformité. Il précise alors les domaines concernés (interfaces web et courriels), les objets et bases d'information concernées (appareils connectés, sauvegardes de données, consoles d'ANCT). Il doit à minima surveiller les avis de sécurité et les alertes diffusées par le CERT-FR (Centre gouvernemental de veille, d'alerte et de réponse aux attaques informatiques) et mettre en œuvre sans délai leurs recommandations, et en rendre compte à l'ANCT. Plus d'information : <https://www.cert.ssi.gouv.fr/>
- La mise en œuvre de ces mesures peut être contrôlée sur place par l'ANCT qui peut également solliciter l'appui de l'ANSSI dans ces vérifications.

#### *6.2.7.2 Mise en œuvre des obligations réglementaires*

Le titulaire développe toutes les mesures de sécurité qu'il propose de mettre en œuvre pour assurer l'intégrité et la continuité de l'hébergement des outils mis à disposition et des données ainsi que les modalités de gestion des incidents de sécurité et de déploiement des mises à jour de sécurité.

Le titulaire s'engage à appliquer les règles issues des textes suivants :

- Le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité comporte les mesures de sécurité minimales que doit prendre un prestataire afin de garantir que son niveau de cybersécurité est conforme à l'état de l'art. Il indique également la documentation à réaliser, la communication à effectuer en cas de problème de sécurité et les conseils techniques attendus de la part du prestataire. Il a été approuvé par l'arrêté publié au journal officiel de la république française n°223 du 27 septembre 2018. Il est consultable ici

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2018/9/18/ECOP1825228A/jo/texte>

#### *6.2.8 Utilisation de la charte graphique*

Le titulaire a l'interdiction d'utiliser les sceaux, timbres, cachets et marques de l'ANCT. Les livrables rédigés conjointement sont réalisés à la charte graphique de l'ANCT, avec mention du concours du titulaire.

Lorsqu'un document a été rédigé avec la participation, directe ou indirecte, du titulaire, il mentionne cette information, précise la prestation de conseil réalisée et le cadre contractuel dans lequel s'inscrit ladite prestation.

L'utilisation de la charte graphique de l'ANCT est réservée uniquement aux productions rédigées par l'ANCT.

#### *6.2.9 Obligation de respect déontologique*

Les intervenants des titulaires réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, défini comme une situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de leur profession.

Les titulaires et les personnels de l'ANCT en charge du suivi du présent marché s'engagent à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics. Au-delà des poursuites pénales applicables, l'ANCT peut être amenée à écarter du suivi du présent marché toute personne (titulaire ou agent de l'ANCT) ne respectant pas ces règles.

Avant chaque mission, le titulaire, co-traitant ou sous-traitant complète l'annexe n° 2 du CCP certifiant l'absence de conflit d'intérêt ou identifiant les potentiels conflits existants. Elle est communiquée à l'ANCT sans délai, pour tous les membres de l'équipe mobilisée pour la réalisation des prestations. L'annexe est également complétée par l'entreprise en tant que personne morale. Cette déclaration est complétée quel que soit le statut de l'entreprise mobilisée : mandataire, co-traitant ou sous-traitant. L'ANCT pourra statuer sur les déclarations transmises et prendre les mesures idoines afin de faire cesser tout conflit d'intérêt (demande de remplacement, mise en impossibilité d'honorer la commande, etc.).

En cas de modification substantielle des intérêts détenus au cours de la prestation, le prestataire et les consultants actualisent leur déclaration dans un délai de quinze jours et selon les mêmes modalités.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité, à l'ANCT toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Le titulaire s'engage à ne pas proposer aux agents de l'ANCT des récompenses en nature qui auraient pour conséquence le non-respect des principes déontologiques. Sont ainsi proscrits les comportements, actifs ou passifs, visant à bénéficier ou faire bénéficier d'un avantage quelconque par le biais de récompense en nature (repas, invitation hors cadre professionnel, cadeaux individuels, etc.). Toute action de démarchage ou invitation à des événements promotionnels de la part du titulaire auprès de l'ANCT est prohibée.

Les actions de démarchage ou de prospection sont prohibées.

Les missions effectuées à titre gracieux (dites *pro bono*) au bénéfice des ANCT ne doivent donner lieu à aucune contrepartie. Toute mission *pro-bono* ou mécénat de compétence doit être autorisée par le secrétaire général de l'ANCT.

Aucun droit de suite ne peut être accordé au prestataire d'une mission *pro-bono*.

En cas de non déclaration de conflit d'intérêt ou de non-respect des obligations du présent article, des pénalités pourront être appliquées. En cas de conflit d'intérêt grave et répété, ou d'absence de déclaration, le marché pourra être résilié.

#### **6.2.10 Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du CCP. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus au marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

#### **6.2.11 Langue utilisée**

Sauf mention contraire, le titulaire emploie la langue française dans ses échanges avec l'ANCT et la rédaction des documents auxquels ils participent.

Il ne peut utiliser ni expression ni termes étrangers lorsqu'il existe une expression ou un terme français de même sens approuvés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires relatives à l'enrichissement de la langue française.

Outre la rédaction en langue française, les documents auxquels le titulaire participe peuvent comporter une ou plusieurs versions en langue étrangère.

### **ARTICLE 7 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

L'ANCT, soucieuse de s'engager dans une démarche de développement durable, porte une attention particulière aux dispositions prises en faveur de la protection de l'environnement.

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou écolabellisés garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FCS, PEFC ou équivalent).

Le titulaire doit s'attacher à favoriser, dans la mesure du possible, la limitation des émissions de gaz à effet de serre pour l'exécution de sa mission (transports, approvisionnements, titulaires, consommation d'énergie).

### **ARTICLE 8 – PILOTAGE DU MARCHÉ / REUNIONS EN COURS D'EXECUTION ET EVALUATION DU PRESTATAIRE**

#### **8.1 Pilotage / Réunion de suivi du marché**

Le pilotage des prestations est réalisé par le pôle Prospective Veille Innovation de l'ANCT.

Des réunions de suivi du marché sont organisées régulièrement en tant que besoin entre le pôle Prospective Veille Innovation de l'ANCT et le titulaire, soit par téléphone ou par vidéoconférence, soit en présentiel. Au cours des trois premiers mois qui suivent la notification du marché, ces réunions de suivi se tiennent à un rythme hebdomadaire (1h environ).

## 8.2 Comité technique

Le comité technique réunit à la fois les élus et agents référents des 6 TI engagés dans la Fabrique Prospective, et les partenaires nationaux de la Fabrique Prospective.

Les partenaires nationaux de la Fabrique Prospective sont l'ANCT, l'Agence de l'eau Seine Normandie, France Industrie, la DGALN, la Banque des territoires, Intercommunalités de France, la Fédération nationale des associations de riverains utilisateurs industriels de l'eau et le Shift Project.

## 8.3 Evaluation du titulaire

À l'issue de la prestation, le titulaire est évalué par l'ANCT conformément à la grille d'évaluation annexée au présent CCP.

En cas de note générale insatisfaisante une réfaction pourra être appliquée conformément à l'article 10.2.3 du présent document.

Il est porté à la connaissance du titulaire que ces évaluations pourront faire l'objet d'une publication, sans préjudice du secret en matière industrielle et commerciale, du secret de la vie privée et du secret des affaires. Cette publication sera effectuée conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs, et notamment au regard des règles prévues par le code des relations entre le public et l'administration et précisées par la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

## ARTICLE 9 – LIVRABLES

Le titulaire transmet chaque livrable pour validation à l'ANCT. Une fois validés, les livrables sont transmis par l'ANCT aux membres du comité technique. À partir de l'ensemble des livrables rendus par le titulaire, l'ANCT réalise une publication de valorisation éditée dans ses collections et diffusée par ses soins.

Les livrables attendus dans le cadre de la Fabrique Prospective sont :

### Etape 1 - Préparation

- le compte-rendu de la réunion de prise de contact (5 pages maximum) ;
- le compte-rendu de la réunion de lancement (5 pages maximum).

### Etape 2 - Animation

- les productions en amont des séminaires locaux soit 6 états des lieux à horizon 2030 (10 pages maximum chacun), 6 notes de recommandations (10 pages maximum chacune), 6 notes de propositions de fiches actions (chacune comprend 10 fiches actions ; 20 pages maximum pour chaque note) ;
- les comptes-rendus des séminaires locaux en format *Word* soit 18 comptes-rendus au total (10 pages maximum chacun) ;
- les comptes-rendus des séminaires intersites en format *Word* soit 3 comptes-rendus (10 pages maximum chacun).

### Etape 3 - Capitalisation

À la fin de cette étape, le titulaire doit remettre à l'ANCT les livrables suivants :

- Une note pour chaque TI accompagné (soit 6 notes au total) qui synthétise les résultats des séminaires locaux 1, 2 et 3 (20 pages maximum). Ces notes sont transmises par le titulaire pour validation par l'ANCT dans un délai de 15 jours ouvrés après le dernier séminaire local.
- Une synthèse communicante pour chaque TI accompagné (soit 6 synthèses au total, au format powerpoint) directement utilisable par les élus et les agents référents pour présenter les résultats de la Fabrique Prospective (5 pages maximum). Cette synthèse est transmise par le titulaire pour validation par l'ANCT dans un délai de 20 jours ouvrés après le dernier séminaire local.
- Une note qui tire les enseignements des séminaires intersites 1, 2, 3 (20 pages maximum). Cette note doit être construite comme un outil à destination de l'ensemble des TI qui souhaitent concilier réindustrialisation de leur territoire et préservation de l'ensemble des cycles de l'eau, en adressant tout particulièrement l'enjeu des conflits d'usages. Pour ce faire, elle recense les leviers d'action, les freins à lever, les ressources mobilisables (financière, technique) et les pratiques innovantes. Cette note sera transmise par le titulaire pour validation par l'ANCT dans un délai de 15 jours ouvrés après le dernier séminaire intersites.

## **ARTICLE 10 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

L'ANCT est responsable de la constatation et de la certification du service fait (opérations de vérification, de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet).

Les opérations de vérification s'effectuent conformément au CCAG de référence. Les décisions de réception, ajournement, réfaction et rejet s'appliquent conformément au CCAG de référence. Les principes généraux de ces articles sont rappelés et complétés ci-après.

### **10.1 Opérations de vérification**

#### *10.1.1 Nature des opérations de vérifications*

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'ANCT de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

#### *10.1.2 Délai de vérification*

L'ANCT dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet. Le point de départ du délai est la date de remise par le titulaire, ou de livraison, des prestations à l'ANCT.

### **10.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet**

À l'issue des opérations de vérification, l'ANCT prend, dans un délai de deux mois, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. Si l'ANCT ne notifie pas sa décision dans ce délai, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai. Dans le cas d'un marché comportant des prestations distinctes à exécuter, chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

#### *10.2.1 Admission*



L'ANCT prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

#### *10.2.2 Ajournement*

Lorsque l'ANCT estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, elle peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'ANCT, les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'ANCT a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux articles ci-après, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionnés.

Le silence gardé par l'ANCT au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'ANCT dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

#### *10.2.3 Réfaction*

Lorsque l'ANCT estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Ainsi, en cas d'évaluation non satisfaisante du prestataire une réfaction pourra être appliquée.

La réfaction ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'ANCT dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

À défaut d'une telle notification, l'ANCT est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

#### *10.2.4 Rejet*

Lorsque l'ANCT estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

## **ARTICLE 11 – PENALITES**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à une pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté pour l'ANCT de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

#### **11.1 Pénalités en cas de retard liées à l'exécution des prestations**

Par dérogation au CCAG de référence, le non-respect des délais d'exécution des prestations, fixés dans les marchés par le fait du titulaire entraînera l'application, sans mise en demeure préalable, de pénalités de retard calculées selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 200$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la montant du marché ou du livrable intermédiaire ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

La valeur des prestations concernées peut être calculée sur la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

#### **11.2 PENALITES POUR NON-RESPECT DES CONDITIONS D'EXECUTION**

Par dérogation au CCAG de référence, si le titulaire n'est pas en mesure d'affecter le profil mentionné dans son offre technique au moment du démarrage d'un projet, celui-ci encourt une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 50$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = le montant du marché

R = le nombre de jours pendant lequel le profil n'a pas été correctement affecté sur la durée totale du bon de commande.

Par dérogation au CCAG de référence, si le titulaire ne procède pas au remplacement d'un intervenant sur demande de l'ANCT dans les 10 jours calendaires suivants la demande motivée, celui-ci encourt une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 50$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = le montant du marché

R = le nombre de jours pendant lequel le profil n'a pas été correctement affecté sur la durée totale du bon de commande.

Par dérogation au CCAG de référence, si le titulaire affecte un profil qui ne correspond pas à celui mentionné dans son offre technique en cours de projet (ou équivalent et accepté par l'ANCT), celui-ci encourt une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = V \times R$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = le montant du marché

R = le nombre de jours pendant lequel le profil n'a pas été correctement affecté sur la durée totale du bon de commande.

### **11.3 Pénalités pour absence de déclaration de conflit d'intérêt**

En cas de non transmission à l'ANCT des documents mentionnés à l'article 6.3.5 ou plus généralement en cas de non- respect des obligations de l'article 6.3.5, le titulaire encourt une pénalité de 5000 € pour toute omission de déclaration ou pour toute déclaration incomplète ou pour toute action contrevenant aux obligations de cet article (démarchage, pro-bono non autorisé, etc.).

En cas d'omission répétée, de conflit grave et avéré, de non-respect répété des obligations de l'article 6.3.5 du présent marché, le marché pourra être résilié.

### **11.4 Pénalités liées à des obligations administratives**

En cas de modification apportée à la dénomination, au statut, aux coordonnées bancaires ou postales ou à l'adresse du titulaire (mandataire, cotraitant, sous-traitants le cas échéant), sans communication de ces informations à l'ANCT dans les 30 jours à compter du fait générateur, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par jour de retard jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation

### **11.5 Pénalités liées au suivi du marché**

En cas de non-respect de l'obligation de participation à une réunion prévue de pilotage et suivi, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 500 €.

### **11.6 Pénalités liées au non-respect de la réglementation applicable à la protection des données personnelles**

En cas de non-respect des obligations découlant de la réglementation en matière de protection des données personnelles et conformément aux éléments indiqués dans l'annexe RGPD du présent document complété en cours d'exécution, une pénalité forfaitaire de 800 € est appliquée.

### **11.7 Pénalités en cas d'utilisation des sceaux, timbres, cachets, marques ou logo de l'ANCT**

En cas d'utilisation des sceaux, timbres, cachets, marques ou logo de l'ANCT en dehors des cas prévus à l'article 6.3.4 du CCAP, le prestataire encourt une pénalité de 500€ par élément utilisé à tort.

### **11.8 Pénalités sur le non-respect des exigences de sécurité des systèmes d'information**

En cas de non-respect des obligations découlant du non-respect des exigences de sécurité des systèmes d'information, une pénalité forfaitaire de 500 € est appliquée.

#### **11.9 Seuil d'exonération des pénalités**

Par dérogation au CCAG de référence, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

### **ARTICLE 11 – FORME ET CONTENU DES PRIX**

#### **11.1 Forme et contenu des prix**

Le prix du marché est un prix global et forfaitaire, il est indiqué en euros H.T et TTC dans l'acte d'engagement (ATTR11).

Le prix forfaitaire est complet et inclut la réalisation de l'ensemble des prestations demandées dans le marché et tous les frais et charges du titulaire afférents à l'exécution de celles-ci, notamment les frais de reprographie, de communication téléphonique, de réunions, de transport, d'hébergement, de repas, de secrétariat, etc.

L'attention du titulaire est appelée sur le fait que s'il est exonéré de TVA ou s'il bénéficie d'une TVA à taux réduit, il doit indiquer l'article du code général des impôts lui permettant l'exonération ou la réduction de TVA.

Le paiement est effectué sur présentation de la facture émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'ANCT.

#### **11.2 Variation des prix**

Le prix du marché est un prix forfaitaire et ferme pendant toute la durée du marché

### **ARTICLE 12 – MODALITES FINANCIERES GENERALES DU MARCHE**

#### **12.1 Retenue de garantie/nantissement**

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché ou de l'acte spécial revêtu d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché ou de l'acte spécial.

#### **12.2 Avances**

Conformément à l'option A de l'article 11.1 du CCAG PI et aux articles R 2191-3 et suivants du code de la commande publique, sauf renonciation expresse du titulaire dans l'acte d'engagement, le taux de l'avance est de 5% du marché si ce dernier est d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Ce taux est porté à 20% lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite moyenne entreprise au sens de l'article 3 du décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord cadre.

### **12.3 Acomptes**

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées.

Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait. La périodicité des acomptes est fixée à trois mois.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

### **12.4 Intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités des articles R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, clauses d'actualisation, de révision et de pénalités.

Conformément à l'article 40 de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière, et du décret d'application n°2013-269 du 29 mars 2013, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### **12.5 Modalités de règlement**

Le paiement du marché fait l'objet d'acomptes de la manière suivante :

Un acompte de 25% du montant forfaitaire est payé au titulaire par l'ANCT à l'issue de l'étape 1 après réception et validation des livrables suivants (cf. article 9 du présent CCP) :

- le compte-rendu de la réunion de prise de contact (5 pages maximum) ;
- le compte-rendu de la réunion de lancement (5 pages maximum).

Un acompte de 50% du montant forfaitaire est payé au titulaire par l'ANCT à l'issue de l'étape 2, après réception et validation des livrables suivants (cf. article 9 du présent CCP) :

- les productions en amont des séminaires locaux soit 6 états des lieux à horizon 2030 (10 pages maximum chacun), 6 notes de recommandations (10 pages maximum chacune), 6 notes de propositions de fiches actions (10 fiches actions par TI ; 20 pages maximum pour chaque note) ;
- les comptes-rendus des séminaires locaux en format *Word* soit 18 comptes-rendus au total (10 pages maximum chacun) ;
- les comptes-rendus des séminaires intersites en format *Word* soit 3 comptes-rendus (10 pages maximum chacun).

Le solde correspondant à 25% du montant forfaitaire est payé au titulaire par l'ANCT à la fin de l'étape 3, après réception et validation des livrables suivants (cf. article 9 du présent CCP) :

- Une note pour chaque TI accompagné (soit 6 notes au total) qui synthétise les productions des séminaires locaux 1, 2 et 3 (20 pages maximum).
- Une synthèse communicante pour chaque TI accompagné (soit 6 synthèses au total) directement utilisable par les élus et les agents référents pour présenter les résultats de la Fabrique Prospective (4 pages maximum).
- Une note qui tire les enseignements des séminaires intersites 1, 2, 3 (20 pages maximum).

## 12.6 Transmission des factures

Les factures afférentes au paiement sont établies en un original et portent les mentions suivantes :

- la désignation des parties contractantes (nom, adresse et adresse électronique)
- le numéro EJ du marché et intitulé du marché
- le lot concerné
- la date et la référence de la facture
- les prestations facturées avec les montants H.T et TTC
- le taux de TVA et le montant de la TVA
- le numéro de compte bancaire conforme au RIB produit par le titulaire

**Les factures devront être impérativement déposées sur le portail CHORUS PRO que l'Etat met à disposition de ses fournisseurs, accessible à partir du lien Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) avec les codes suivants**

- Identifiant « service » de l'ANCT : 13002603200016
- le code service « SFACT » (service facturier de l'ANCT)

**Ce portail permet au titulaire de réduire les coûts et les délais de traitement, de sécuriser les échanges et d'œuvrer pour le développement durable. Ce service est entièrement gratuit.**

Pour mémoire, l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 impose une obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à compter du 1er janvier 2020, pour les microentreprises. Les factures ne devront être transmises qu'après validation des prestations par l'ANCT. Aucun paiement ne pourra s'effectuer si les livrables ne sont pas conformes ; les factures seront rejetées par le service facturier et renvoyées au fournisseur.

Le mode de paiement est effectué exclusivement par virement sur le compte bancaire ou postal correspondant au RIB ou RIP fourni par le titulaire.

## **12.7 Sous-traitance**

Conformément aux dispositions fixées aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique, le titulaire peut faire sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations du marché à condition d'avoir obtenu de l'ANCT l'acceptation du ou des sous-traitant(s) et l'agrément de ses/leurs conditions de paiement.

Pour chaque sous-traitant présenté, le cas échéant, le titulaire transmet à l'ANCT un document permettant de vérifier les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant concerné, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, l'ANCT notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître à l'ANCT le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'ANCT, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'ANCT, le titulaire encourt une pénalité égale à 1 / 3 000 du montant hors TVA du marché ou de la tranche concernée, éventuellement modifiés ou, à défaut du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

## **12.8 Groupement d'opérateurs**

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'ANCT, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire, si les documents particuliers du marché le prévoient, de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'ANCT jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'ANCT d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

## **ARTICLE 13 – CESSION DES DROITS SUR LES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Conformément à l'article 35 du CCAG PI, le titulaire cède à l'ANCT, à titre exclusif, l'intégralité des droits patrimoniaux afférents aux résultats, même partiels, permettant à l'ANCT de les exploiter librement, pendant toute la durée légale de la propriété intellectuelle.

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui relèvent de l'exécution des prestations qui font l'objet du marché.

Ces droits de propriété intellectuelle comprennent, dans le respect des droits d'auteur, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution et notamment les droits d'utiliser ou de faire utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats, même partiels, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés, par tout moyen, sous toutes formes et sous tous supports. L'ANCT s'engage à indiquer le nom du titulaire du marché.

Le prix de cette cession est compris dans le montant du marché.

Cette cession vaut pour la France et le monde entier, notamment en cas de publication sur Internet.

Cette cession couvre les résultats, même partiels, à compter de la réception des prestations demandées.

Le titulaire ne peut faire aucun usage, à titre gratuit ou onéreux, des résultats des prestations sans l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur. La reproduction et/ou la représentation par le titulaire des résultats, même partiels, doivent recevoir l'accord préalable de l'ANCT. Cette demande d'autorisation est effectuée par courrier adressé au pouvoir adjudicateur de l'ANCT.

Toute publication doit obligatoirement mentionner le financement de l'ANCT et le titre du marché.

#### **ARTICLE 14 – ASSURANCE**

Conformément à l'article 9 du CCAG/PI, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché avant tout début d'exécution des prestations, qu'il est titulaire de ses contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

#### **ARTICLE 15– CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE**

Le titulaire du marché est tenu de notifier sans délai via la plateforme <https://www.e-attestations.fr> à l'ANCT, toutes modifications ayant une incidence sur le statut de la société survenant en cours d'exécution du marché et qui se rapportent notamment :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination
- à l'adresse de l'entreprise,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité et généralement tout changement ayant une incidence sur le fonctionnement ou le statut de l'entreprise.



Le titulaire est aussi tenu de communiquer, sans délai et par écrit à l'ANCT, les changements d'intitulé du compte bancaire ou postal sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à ces dispositions, le titulaire est informé que l'ANCT ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement ou tout autre document fourni par le titulaire, du fait des modifications intervenues au sein de la société et dont l'ANCT n'aurait pas eu connaissance.

### **e-Attestations**

Conformément aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail, le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ANCT, à l'adresse <https://www.e-attestations.fr>

## **ARTICLE 16 – RESILIATION**

L'ANCT peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation égale à 5% du montant estimatif initial hors taxes de l'accord-cadre divisé par le nombre de titulaires du lot et diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises pour le titulaire concerné.

Au-delà des cas prévus au CCAG-PI, le marché peut être résilié dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.
- Pour inexactitude des renseignements communiqués. L'inexactitude des renseignements communiqués à l'appui des candidatures peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnités.
- Pour manquement grave et répété à l'engagement d'insertion.
- Pour manquement grave aux obligations déontologiques.

## **ARTICLE 17 – DIFFERENDS**

L'ANCT et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, l'ANCT et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics

conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

## ARTICLE 18 - LITIGES ET CONTENTIEUX

En aucun cas, les contestations survenant entre le Pouvoir adjudicateur et le titulaire ne peuvent être invoquées par le titulaire comme cause d'arrêt, définitif ou momentané, des prestations prévues dans le contrat.

Les tribunaux français sont seuls compétents. Tout litige éventuel issu de l'application du présent marché est soumis, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif territorialement compétent.

## ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG DE REFERENCE

Article du CCP	Article du CCAG auquel il fait dérogation	Commentaires – objet de la dérogation
6.1.2	3.4.3	Délai de 30 jours rapporté à 10 jours Désignation des représentants du titulaire dans l'offre du candidat
11	14.1.1	Principe du contradictoire
	14.1 14.2	Calcul des pénalités
11.9	14.1.2 14.1.3	Seuil d'exonération des pénalités
16	22	Non résiliation du marché en cas d'arrêt des prestations
13	35.3.2	Droit de publication des résultats
	35.4.3	Mention du titulaire dans les livrables
	35.1.1	Etendue des droits de la cession



17/12/2024

## Les Fabriques Prospectives

### Une offre d’ingénierie de l’ANCT pour accompagner les territoires dans les transitions

#### Objectifs

Les Fabriques Prospectives (FP) sont une des offres d’ingénierie de l’ANCT. Elles accompagnent des groupes de 4 à 8 territoires dans la co-construction d’une vision à long terme et d’un programme d’actions à court terme, afin de s’adapter aux transitions écologique, démographique et économique.

#### Modalités

Pour chaque FP, le pôle Prospective Veille Innovation de l’ANCT conçoit le cahier des charges, réunit des partenaires nationaux, propose à des communes/intercommunalités d’être accompagnées et pilote le prestataire.

Les thèmes des FP sont proposés par les programmes de l’ANCT (ACV, PVD, Territoires d’industrie, Ville, Numérique...), les associations d’élus, les ministères et opérateurs nationaux, les services de l’Etat ou des communes/intercommunalités.

L’ANCT et ses partenaires proposent, en lien avec les Délégués territoriaux de l’ANCT, des communes/intercommunalités à accompagner au regard de leur connaissance de la motivation des élus locaux et de leurs besoins d’ingénierie. Il ne s’agit donc pas d’un appel à manifestation d’intérêt ou d’un appel à projets. Une commune/intercommunalité peut également directement faire part de son intérêt au pôle PVI.

L’accompagnement se déroule sur 9 mois avec :

- un accompagnement sur-mesure de chaque commune/intercommunalité volontaire en animant sur le terrain pour chacun 3 séminaires afin d’aider les acteurs de leurs territoires à se projeter dans le long terme et à identifier des solutions de court terme (3 x 4h).
- un accompagnement collectif en réunissant dans le cadre de 4 séminaires intersites (3 x 4h), les élus et agents référents des communes/intercommunalités, l’ANCT et ses partenaires afin de tirer des enseignements utiles à d’autres communes/intercommunalités ou de définir des pistes d’évolution de l’action publique nationale.

Les élus locaux sont au cœur des Fabriques Prospectives. Ils participent à l’ensemble des séminaires (locaux et intersites) et mobilisent un groupe de travail local réunissant 15 à 20 acteurs locaux de leurs choix.

## Financement

La prestation est financée par l'ANCT ou cofinancée par l'ANCT et ses partenaires. Les communes/intercommunalités doivent prendre en charge les frais d'organisation des séminaires dans leurs territoires et leurs frais (transport, repas, hôtel...) pour participer aux séminaires intersites.

## Livrables et suites

À l'issue d'une FP :

- chaque commune/intercommunalité accompagnée dispose d'un livrable sur-mesure (vision prospective et programme d'actions détaillé) ;
- les résultats de la FP sont valorisés par une publication de l'ANCT.

Six mois après une FP, l'ANCT organise une réunion de suivi.

Afin de concrétiser les actions issues des FP, les communes/intercommunalités accompagnées peuvent mobiliser « l'ingénierie sur mesure » de l'ANCT en prenant contact avec le Délégué territorial de l'Agence (préfet de département) ou le délégué territorial adjoint (secrétaire général, sous-préfet d'arrondissement ou directeur départemental des territoires, selon les départements).

## Contact

Annabelle Boutet, cheffe du pôle Prospective Veille Innovation, ANCT - 01 85 58 62 48 – 07 64 88 77 37  
[annabelle.boutet@anct.gouv.fr](mailto:annabelle.boutet@anct.gouv.fr)

## Pour en savoir plus

<https://anct.gouv.fr/programmes-dispositifs/fabriques-prospectives>